

51-3124
ARMEDI

PREFECTURE DE L'OISE

ARRETE PREFECTORAL METTANT EN DEMEURE LA
SOCIETE ETABLISSEMENTS MASCITTI NINO ET CIE
DE REGULARISER LA SITUATION ADMINISTRATIVE
DE LA CARRIERE DE MATERIAUX CALCAIRES QU'ELLE
EXPLOITE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE
MAYSEL ET DE METTRE EN CONFORMITE L'EXPLOITATION

LE PRÉFET DE L'OISE
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié et complété, et la nomenclature des installations classées annexée ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application des dispositions reprises au titre 1er "installations classées pour la protection de l'environnement" du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1993 autorisant la Société Etablissements MASCITTI Nino et Cie à Villers Cotterets à exploiter une carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de MAYSEL ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 1999 fixant le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de MAYSEL ;

Vu le procès-verbal dressé le 18 novembre 2005 par l'ingénieur subdivisionnaire de l'industrie et des mines à BEAUVAIS, inspecteur des installations classées, à l'encontre de la Société Etablissements MASCITTI Nino et Cie, dont le siège social se trouve 112 rue du Général Leclerc - 02600 - VILLERS COTTERETS et de son représentant, Monsieur Pierre MASCITTI, Président Directeur Général, pour exploitation illicite d'une carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de MAYSEL (Oise), lieudit "Dessus les Carrières" ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 18 novembre 2005 ;

Vu l'avis émis par le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de PICARDIE en date du 28 novembre 2005 ;

Considérant que pour l'exploitation de la carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de MAYSEL, lieudit "Dessus les Carrières", la Société Etablissements MASCITTI Nino et Cie a notamment bénéficié de l'arrêté préfectoral d'autorisation de reprise d'exploitation du 9 septembre 1993, délivré en particulier au regard des engagements formulés par elle à la demande datée du 30 mars 1992, particulièrement "de respecter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation" et "de prendre les mesures envisagées ... concernant notamment la protection de l'environnement et la remise en état des lieux", engagement réitéré en ce qui concerne la remise en état des lieux en annexe de la demande ;

Considérant que l'autorisation d'exploiter la carrière de MAYSEL, lieudit "Dessus les Carrières" dont a bénéficié la Société Etablissements MASCITTI Nino et Cie est venue à échéance le 23 septembre 2002 ;

Considérant les constatations opérées par l'inspecteur des installations classées le 27 octobre 2005 sur le site de la carrière MASCITTI à MAYSEL, desquelles il s'avère que des extractions de blocs calcaires notamment continuent d'y être opérées, tant sur les parcelles d'emprise de la carrière anciennement autorisée que sur deux parcelles contiguës extérieures au moins ;

Considérant l'absence de travaux significatifs de remise en état des lieux de la carrière MASCITTI à MAYSEL, et les inconvénients qui en résultent en particulier pour la flore et l'insertion paysagère du site ;

Considérant, en l'absence de tout élément d'appréciation, les incertitudes qui résultent pour la qualité des eaux distribuées au public de la conduite d'extractions illicites par la Société Etablissements MASCITTI Nino et Cie à proximité immédiate du captage d'alimentation en eau potable de la commune de MAYSEL ;

Considérant les intérêts cités à l'article L511-1 du code de l'environnement susvisé, en particulier, la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que pour mettre fin aux désordres résultant ou susceptibles de résulter de son exploitation illicite de la carrière de MAYSEL, il y a lieu de mettre la Société Etablissements MASCITTI Nino et Cie en demeure de procéder à certaines mesures, conformément aux dispositions de l'article L514.1 du code de l'environnement précité ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'OISE ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1er :

Pour remédier aux risques ou inconvénients pour les intérêts cités à l'article L511-1 du code de l'environnement susvisé résultant de son exploitation illicite de la carrière de matériaux calcaires lieudit "Dessus les Carrières" à MAYSEL, la Société Etablissements MASCITTI Nino et Cie, dont le siège social se trouve 112, rue du Général Leclerc - 02600 - VILLERS COTTERETS, représentée par M. Pierre MASCITTI, agissant en qualité de Président Directeur Général, est mise en demeure de se conformer à la

législation environnementale applicable aux carrières. A cette fin, elle satisfait notamment aux dispositions édictées ci-après dans les délais fixés qui s'entendent à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Sous le délai d'un jour, toute évacuation de matériaux extraits du site est interdite.

Sous le même délai d'un jour, l'accès du public aux zones dangereuses est protégé (clôture, gardiennage...)

ARTICLE 3 :

Sous le délai de trois mois, le site est remis en état conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1993. Les travaux de remise en état visent également les zones exploitées à l'initiative de l'exploitant en dehors du périmètre fixé à cet arrêté.

En cas de projet de poursuite ou d'extension d'exploitation, il pourra être sursis à la présente disposition sous réserves :

Pour la Société Etablissements MASCITTI Nino et Cie de porter ce projet à la connaissance du Préfet par écrit, sous le délai de 15 jours ;

De remettre en état les zones non concernées par le projet précitée sous le délai de trois mois ;

De solliciter, sous ce même délai de trois mois, auprès du Préfet de l'Oise l'autorisation prévue pour le cas d'espèce à l'article L.512-1 du code de l'environnement en produisant à cet effet un dossier établi conformément aux dispositions édictées aux articles 2 et suivants du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

La présente décision ne saurait préjuger des suites données à l'éventuelle demande d'autorisation précitée. L'interdiction qu'elle fixe à l'article 2 ci-dessus demeure pendant la durée d'instruction de ladite demande.

Un mois avant la fin des travaux de remise en état des lieux au plus tard, la Société Etablissements MASCITTI Nino et Cie adresse au Préfet de l'Oise la déclaration de cessation d'activité prévue à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé. Cette déclaration est formulée conformément aux dispositions édictées à cet article.

ARTICLE 4 :

Sous le délai d'un mois, la Société Etablissements MASCITTI Nino et Cie actualise le montant des garanties financières prévues à l'arrêté préfectoral du 6 juillet 1999 susvisé. A cette fin, elle se réfère à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Sous ce même délai d'un mois, elle fait parvenir en double exemplaire au bureau de l'environnement de la préfecture de l'Oise un plan, à l'échelle 1/1000ème, relatif à la carrière, tel que défini à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

ARTICLE 5 :

Dans le cas où la Société Etablissements MASCITTI Nino et Cie n'obtempérerait pas aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des sanctions pénales susceptibles de lui être infligées, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article 514.1 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 6 :

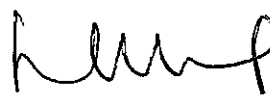
Conformément à l'article L514-6 du code susvisé, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 7 :

Le secrétaire général de la Préfecture de l'OISE, le Sous-Préfet chargé de l'arrondissement de SENLIS, le Maire de la commune de MAYSEL, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de PICARDIE 44, rue Alexandre Dumas - 80094 - AMIENS CEDEX 3 et l'inspecteur des installations classées à BEAUVAIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à la Société Etablissements MASCITTI Nino et Cie dont le siège social est établi 112, rue du Général Leclerc - 02600 - VILLERS COTTERETS.

Beauvais, le 6 décembre 2005

pour le préfet
le secrétaire général



Jean-Régis BORJUS